Hidalgo fait retirer une campagne de pub anti-IVG au nom du délit d'entrave à l'IVG

écrit par Christine Tasin | 5 janvier 2020

.

Entre Macron et Hidalgo, la France a décroché le pompon. Non, Staline n'est pas mort !

Je suis quant à moi favorable à l'IVG, à la PMA etc. Et ce que représentel'association anti-IVG Alliance Vita me débecte, disons-le tout de go.

Néanmoins je trouve et normal et sain, dans un pays libre digne de ce nom, que ceux qui ne pensent pas comme moi puissent s'exprimer, défendre leur point de vue et faire de la publicité pour ce point de vue dans les medias et autres supports publicitaires.

.

Apparemment, pour Hidalgo, ses propres choix sociétaux, ses propres choix politiques doivent être imposés sans débat, sans discussion… au peuple des sans-dents. Des fois qu'une

pub entrevue dans le métro n'amène une centaines de Français à se dire « bon sang, mais c'est bien sûr », Hidalgo a tort.. je ne vais plus voter Hidalgo » !

Une campagne de pub de l'association anti-IVG Alliance Vita retirée des gares après une polémique

La régie Médiatransports, qui gère les publicités dans les transports en commun parisiens, assure qu'elle va retirer les affiches litigieuses

[…]

Une campagne présente par exemple Gare du Nord à Paris et qui se décline en plusieurs affiches différentes. On y voit notamment sur fond noir, les photos d'une femme, d'un homme et d'une personne handicapée. On peut y lire les phrases suivantes : « La société progressera à condition de respecter la maternité », « la société progressera à condition de respecter la paternité » et « la société progressera à condition de respecter la différence ». Sous chacune des publicités est inscrit le slogan suivant : « solidaires des plus fragiles », et le nom de l'association.

Rapidement, de nombreuses personnes ont interpellé sur Twitter la régie Média transports, qui gère les publicités affichées dans les transports en commun parisiens, certains évoquant un non-respect de la loi sur le délit d'entrave à l'IVG.

[…]

http://www.leparisien.fr/societe/une-campagne-de-pub-de-l-association-anti-ivg-alliance-vita-retiree-des-gares-apres-une-polemique-02-01-2020-8227830.php

Hidalgo, soeur siamoise de Macron…

Macron frère siamois de Hollande et la damnée

Rossignol qui ont fait voter fin 2016 le « délit d'entrave numérique ».

.

Voici ce que j'écrivais à l'époque :

Délit d'entrave numérique ? Ils ont trouvé comment maîtriser Internet et faire taire les islamophobes

Acte I : ils osent assimiler les discours anti-IVG aux commandos anti-IVG

Que les choses soient claires. Je suis, comme l'immense majorité des Français, favorable au droit à l'IVG, parce que je ne veux plus de femmes blessées à vie ou mourant à cause d'interventions faites à l'aiguille à tricoter. Ce qui n'exclut pas, comme Marine Le Pen le propose, d'aider au maximum celles qui voudraient avorter par peur de voir leur enfant mourir de faim, afin de leur offrir la possibilité de garder leur enfant. Et si j'approuve le manifeste des 343 salopes je ferais bien partie aussi des salopes militant pour qu'au-delà de 3 IVG, l'on ligature les trompes de celles qui confondent IVG et contraception. Parce que l'intérêt commun veut que l'on aide ponctuellement ceux que les accidents de la vie amochent mais ne veut pas que tous payent pour les irresponsables. Mais c'est un autre débat.

Le vrai débat c'est celui qui est en train de se jouer à l'Assemblée avec la loi scélérate portée par la scélérate Rossignol, loi qui introduirait dans notre Code pénal un « délit d'entrave numérique ». Ils avaient essayé de l'ajouter en catimini à la loi Egalité et citoyenneté mais les sénateurs l'avaient refusé, cet amendement n'ayant aucun rapport avec le reste. Apparemment les députés n'ont pas les

mêmes états d'âme… Et hop 2 ans de prison et 30000 euros d'amende pour affirmer que le foetus est déjà une personne dès les premières secondes suivant sa conception…

L'immonde gouvernement Valls, soumis à l'immonde Hollande, par la voix de l'immonde Rossignol, prétend ajouter aux classiques interdictions d'incitation à la haine celle de l'interdiction du mensonge. Prétendu ou réel, ce qui ouvre des voix royales aux censeurs de tout poil… Faut-il rappeler aux immondes ce qui était considéré comme mensonge méritant insultes, emprisonnement, peine de mort… au temps de Giordano Bruno, Galilée, Copernic, Chevalier de la Barre , Darwin… ?

Ils lancent un ballon d'essai avec l'IVG qui est assez consensuel, la plupart des Français ayant toujours considéré avec étonnement, révolte ou commisération les Xavier Dor et compagnie faire des campagnes, en mots ou en actes, d'intimidation des femmes prêtes à avorter ou l'ayant fait. Et la plupart de ces Français risquent de ne pas voir vraiment de problème dans le fait qu'on encadre la critique de l'IVG en ne permettant pas de dire à son propos « des mensonges »…

Sauf que… mettre sur le même plan les opérations commando qui visaient à empêcher l'avortement décidé en toute liberté et des paroles parlant de l'IVG, que ce soit pour y dire des choses vraies ou fausses, ce n'est pas la même chose

Et ce qu'ils veulent faire, c'est cela. Créer le délit d'entrave numérique à l'IVG, c'est créer le délit de mensonge… C'est interdire purement et simplement la liberté d'expression. Et c'est gravissime.

On rejoint sans le dire les lois antiracistes qui permettent de condamner l'immonde Faurisson. Faurisson est un sale type qui défend des thèses immondes, c'est un fait. Mais le condamner pour l'empêcher de penser, de dire ce qu'il pense,

c’est de la dictature. Et cela donne du relief et de la publicité à ses thèses. Alors qu’en République, en démocratie, c’est au peuple de choisir, en ayant toutes les données, en pouvant écouter les uns et les autres. Il est évident que n’importe quelle personne normalement constituée peut mettre Faurisson KO dans n’importe quel débat historique. Et basta… Alors que, actuellement, son interdiction accroît son importance et donc fait de la publicité, stupide, à ses thèses.

Il en est de même pour le délit d’entrave numérique à l’IVG. Que les anti-Ivg fassent feu de tout bois sur leurs sites, disent des énormités, qu’est-ce que cela peut faire ? Seuls les faibles d’esprit pourront être convaincus, et si il y a une poignée de femmes faibles d’esprit qui, pour avoir lu leur prose, renoncent à avorter, le mal n’est pas grand, bon sang.

Et c’est évident pour tout le monde.

La conséquence à en tirer c’est que derrière ce délit d’entrave numérique à l’IVG se prépare un délit d’entrave numérique… à la vérité gauchiste du monde… et là le pire est à venir.

Acte II Nous voici en marche vers un délit d’entrave numérique au vivre ensemble… Il est clair que la loi, si elle est votée (les socialauds sont encore hélas majoritaires à l’assemblée) sera étoffée, développée, étendue, et que les anti-immigration et les anti-islam de tous bords vont être visés.

Quand un Juppé avoue piteusement avoir dû renoncer à son rêve d’enfant à cause d’une « officine du net », Riposte laïque, il confirme à Hollande et sa clique qu’il y a urgence.

Internet est plus lu que les medias subventionnés pour être « la voix de leur maître ».

Internet parvient, dorénavant, à avoir plus de poids et d'influence que les politiques, les medias et l'école confondus.

Ça les rend fous.

On se souvient qu'en 2011 medias et politiques avaient unanimement affirmé que le tueur d'Oslo, Breivik avait forcément été armé par Riposte laïque et F de souche… et que Bruxelles, déjà, avait lancé des commissions d'étude sur l'influence du net et sur les moyens de la combattre .

http://ripostelaique.com/ooslo-prennent-ils-nos-concitoyens-pour-des-imbeciles.html

Valls le disait clairement dès 2013… avant même les attentats qui ont endeuillé notre pays depuis 2 ans, il osait carrément parler de traque :

« *La traque sur Internet doit être une priorité pour nous*« . « *Internet est devenu un vecteur de propagande, de radicalisation et de recrutement pour le terrorisme d'inspiration jihadiste mais aussi pour l'extrême droite.* »

http://resistancerepublicaine.com/2013/06/04/internet-valls-renvoie-dos-a-dos-djihadistes-et-extreme-droite/

L'inénarrable Placé avait lui aussi mis son grain de sel, on s'en doute :

Placé ne veut pas une loi de plus pour punir et empêcher la récidive, on l'a, il veut tout simplement mettre en oeuvre ce à quoi Bruxelles et nos dhimmis réfléchissent depuis l'affaire Breivic, faire, en France au moins, comme dans tous les pays musulmans ou en Chine, surveiller Internet, en limiter et contrôler l'accès puisque, selon lui, « On ne peut plus laisser faire, laisser tous ces gens insulter, diffamer sur les réseaux sociaux ».

Et pour cela, dit-il : « Je souhaite qu'on ait une

organisation entre police et justice pour qu'à un moment, le parquet s'auto-saisisse ». Autrement dit, les associations antiracistes, largement subventionnées par le contribuable, largement engraissées par les scandaleuses indemnités que les condamnés doivent leur verser, ne suffisent plus à la tâche. Il faut que la justice surveille, il faut payer des censeurs et des veilleurs qui épient et cherchent le mot de travers qui permettra au gouvernement socialiste et aux islamo-collabos d'obtenir le Meilleur des Mondes possibles…

http://resistancerepublicaine.com/2014/05/14/injures-sur-le-web-place-demande-une-loi-liberticide/

Et la pression de l'UE sur le sujet est terrible :

Bruxelles, le 31 mai 2016

La Commission rend public aujourd'hui, avec Facebook, Twitter, YouTube et Microsoft (les «entreprises des technologies de l'information», ou «entreprises des TI»), un code de conduite comprenant une série d'engagements pour lutter contre la diffusion en ligne de discours de haine illégaux en Europe.

Pour empêcher la propagation des discours haineux illégaux en ligne, il est essentiel que les lois nationales qui transposent la décision-cadre du Conseil sur la lutte contre le racisme et la xénophobie soient pleinement appliquées par les États membres dans l'environnement tant en ligne que hors ligne. Si l'application effective des dispositions qui criminalisent les discours haineux dépend de l'existence d'un système solide d'application de sanctions pénales aux auteurs de ce type de discours, elle doit être complétée par des actions visant à garantir que, dès réception d'un signalement valide, les intermédiaires en ligne et les plateformes de médias sociaux examinent rapidement, dans un délai approprié, les contenus signalés en tant que discours haineux en ligne. Pour être considéré comme valide dans ce

contexte, un signalement ne devrait pas être trop imprécis ou indûment justifié.

Věra Jourová, commissaire européenne pour la justice, les consommateurs et l'égalité des genres, a déclaré: «*Les récentes attaques terroristes nous rappellent à quel point il est urgent de lutter contre les discours de haine en ligne. Les médias sociaux font malheureusement partie des moyens utilisés par les groupes terroristes pour radicaliser des jeunes, et par les racistes pour répandre la violence et la haine. L'accord conclu constitue une avancée importante pour qu'Internet reste un lieu d'expression libre et démocratique, dans lequel les valeurs et les législations européennes sont respectées. Je me félicite de l'engagement pris par les leaders mondiaux des technologies de l'information d'examiner la majorité des signalements valides en moins de 24 heures et, s'il y a lieu, de retirer les contenus visés ou d'en bloquer l'accès.*

http://resistancerepublicaine.com/2016/06/26/la-commission-europeenne-toujours-elle-veut-lutter-contre-les-prejuges/

Alors, ne nous faisons pas d'illusions, nous sommes visés, vous êtes visé, ami résistant.

Ce qui se passe est grave, très grave, chaque jour plus grave. Parce que derrière la liberté d'expression bafouée, derrière la recherche et le doute historique et scientifiques bafoués, c'est la liberté de conscience qu'ils attaquent, afin de nous interdire à jamais la critique de l'islam, afin de nous mener à l'abattoir islamique.

http://resistancerepublicaine.com/2015/11/28/lexercice-de-notre-liberte-de-conscience-est-une-menace-pour-les-musulmans/

[…]

https://resistancerepublicaine.com/2016/12/04/delit-dentrave-numerique-ils-ont-trouve-comment-maitriser-internet-et-faire-

taire-les-islamophobes/

.

Nous y voilà… En moins de 3 ans, ils ont réussi à mettre tout ce qui était évoqué ci-dessus en application… Et cette censure de publicité dans le métro correspond non seulement à l'éviction des islamophobes des plateaux (Zemmour et Zineb en sursis, histoire de faire croire que la liberté d'expression existerait encore) mais aussi à leur condamnation sous les motifs les plus futiles.

.

Sur le même sujet, lire aussi sur Atlantico l'analyse de Régis de Castelnau et Bertrand Vergely

Atlantico.fr : La gauche a-t-elle un problème avec la démocratie ? La négation de certains sujets ou conflits n'est-elle pas le propre des dictatures ?

Régis de Castelnau : Il faut d'abord rappeler les faits. L'association Alliance Vita a commandé auprès de la régie publicitaire qui s'occupe de l'affichage dans les gares et les locaux de la SNCF ouverts au public, une campagne d'affichage comportant trois images. On ne peut pas les qualifier directement d'anti-PMA ou d'anti-avortement, le message sur ces points étant très indirect. Je suis d'autant plus à l'aise pour le dire que je suis personnellement défavorable aux positions de cette association. Il semble par conséquent qu'elles ne violaient pas l'obligation de neutralité du service public des transports assuré par la SNCF. À la suite d'un tweet extrêmement violent de Madame Hidalgo maire de Paris en campagne électorale et « demandant le retrait immédiat » de ces affiches, la régie publicitaire a obtempéré servilement en prétendant que l'affichage était militant, ce

qui prêterait à sourire lorsque l'on voit ce qui est habituellement placardé dans les gares et les stations de métro. Le plus inquiétant dans cette opération de censure, c'est que le camp du bien trouve cela tout à fait normal. Avec un argument massue : « on ne peut pas être contre l'avortement ou la PMA puisque le Parlement a délibéré. » On reste confondu devant la trivialité de cette argumentation, qui interdit toute expression à ceux qui ne sont pas d'accord avec vous. La France est une république, et cette forme est consacrée dans la constitution, mais il ne viendrait à l'idée de personne de vouloir interdire aux royalistes qui souhaitent un royaume de s'exprimer.

Il est parfaitement exact que cette passion morbide pour la censure, qui s'exprime de toutes sortes de façons vient de celui qu'on appelle improprement le camp de la « gauche ». Il s'agit plutôt de ces couches moyennes de ces petits-bourgeois libéraux progressistes qui toisent et méprisent le peuple et qui pénétrés de la supériorité sociale et intellectuelle qu'ils s'attribuent considèrent qu'ils détiennent la vérité. Et donc qu'ils peuvent exiger que ceux qui ne pensent pas comme eux, les « déplorables » comme disait Hillary Clinton soient interdits de parole.
Dans l'actualité, n'est plus qu'une litanie de lynchages médiatiques, de campagnes d'intimidation, de manifestations parfois violentes pour interdire l'antenne à des journalistes, empêcher telle philosophe de faire une conférence à l'université, d'autodafés de livres, d'interdiction de projection de films jusqu'à des appels au meurtre où récemment des néo féministes demandaient à propos de Polanski que l'on sépare l'homme de l'artiste mais à la hache, ou qu'on le brûle avec du kérosène…

Et il y a aussi les lois liberticides qui se succèdent en cadence au Parlement sur les fake news, contre la haine, contre le sexisme, etc. etc. Ces textes sont en général portés par ces anciens socialistes qui ont rejoint Emmanuel Macron et

sont la colonne vertébrale de son appareil de répression avec Christophe Castaner et Nicole Belloubet en tête de gondole.

Ces dérives sont très inquiétantes et lorsque l'on voit ce qui se passe dans notre pays avec les atteintes à la liberté de manifestation et maintenant à la liberté d'expression, il devient difficile d'aller donner des leçons à la Russie ou à la Chine. Et ce d'autant que l'appareil judiciaire, et il l'a notamment montré à l'occasion de la crise des gilets jaunes en mettant en œuvre une répression sans précédent, ne voit aucun inconvénient à se mettre complètement au service de ce qui devient un système de démocratie illibérale. À titre d'exemple il s'est quand même trouvé un tribunal pour condamner un manifestant pour avoir crié « Castaner assassin » dans un cortège… malheureusement, il y a de tels exemples par dizaines.

Bertrand Vergely : Afin de comprendre ce qui se passe, revenons sur les affiches incriminées. Elles sont au nombre de deux. La première montre un jeune homme avec simplement cette formule : « La société progressera en respectant la paternité ». La seconde présente une future maman avec le ventre d'une future maman portant un futur bébé et cette formule : « La société progressera en respectant la maternité ».

Objectivement, il n'y a rien de répréhensible. Au contraire ! Aucune société ne peut penser sérieusement se conserver si elle ne respecte ni la paternité ni la maternité. Dans cette perspective, les couples gays ne devraient pas se sentir attaqués par cette campagne d'affichage, les femmes homosexuelles qui veulent un enfant aspirant à être mère et les hommes homosexuels qui veulent à avoir un enfant aspirant à être pères.

Il s'avère que ces affiches, qui sont gentillettes, font l'objet de réactions de rejet indignées, notamment de la part de Anne Hildago, actuelle maire de Paris, qui réclame leur retrait. Pourquoi ? Parce que ce qui est en cause réside dans

le second degré et que ces réactions indignées ne supportent pas le second degré.

Depuis 2012, date où a commencé la campagne du mariage pour tous, tout a été fait pour cliver la société française en la coupant en deux, afin qu'il y ait d'un côté, l'empire du Bien, à savoir les pro-mariage pour tous et les pro-PMA et d'un autre côté l'empire du mal, les réacs avec qui il est hors de question de discuter tant ils sont nauséabonds. Qu'est-ce qui arrange les pro-mariage-pour-tous et les pro-PMA ? Que les anti-mariage pour-tous et les anti-PMA soient bêtes, primaires, homophobes, bourrés de clichés et ringards, en un mot typiquement réacs. Quand le réac est bien comme il faut, bien conforme au réac moyen, le pulvériser se fait tout seul. Un peu d'histoire pour rappeler que le modèle père-mère-enfant est une construction bourgeoise récente, le rappel des humiliations subies par les homosexuels et la répression des femmes voulant avorter et le tour est joué. Le réac est mls KO. Il est évident que s'il est contre le mariage-pour-tous et contre la PMA cela vient de ce qu'il est homophobe et misogyne. Aussi la discussion se conclut-elle par cette injonction : Qu'il se taise !

Maintenant, imaginons un second scénario. Imaginons que le réac soudain est moins bête qu'il n'y paraît, qu'i a des arguments, que les propos qu'il tient contre le mariage-pour-tous et la PMA ainsi que contre l'avortement ne sont ni homophobes ni misogynes mais soulèvent de vraies questions à propos de réelles contradictions, imaginons qu'il fasse une campagne à Paris avec des affiches posant la question de sa voir ce qu'est le progrès, si celui-ci peut exister sans respect de la paternité et de la maternité. Pour les pro-mariage-pour-tous et les pro-PMA, ce n'est pas seulement ennuyeux, c'est très ennuyeux. Il va falloir discuter. Or, on ne veut pas discuter, parce que pour discuter il faut avoir des arguments et on ne les a pas. Alors que l'on se déclare contre la famille avec père, mère et enfant, le fait de

vouloir la famille avec mariage, pères ici, mères là et enfants au milieu passe mal. On a du mal à expliquer que sans un père et une mère on peut quand même parvenir à la famille. Dans l'idée qu'avec l'opposé on peut parvenir au même, il y a quelque chose qui coince. C'est cela qui est en jeu. Un réac crétin, ça passe. Un réac intelligent qui pose les bonnes questions, c'est embarrassant. On fait alors comme le progressisme a toujours fait : on censure.

Il faut des contenus neutres, entend on. Un seul problème : cet énoncé est tout sauf neutre. Il est tel parce que rien n'est neutre. Quand un couple d'hommes gays fait de la pub pour des préservatifs, ce n'est pas neutre. Quand dans le métro à Paris, sur un ton décomplexé, il y a des pubs pour des sites de rencontre appelant à l'infidélité conjugale, ce n'est pas neutre. Quand François Mitterrand se fait élire grâce à une campagne d'affichage le montrant sur fond de terroir bien français avec come formule « La force tranquille », ce n'est pas neutre non plus. À l'époque, que l'on sache, son affiche n'a pas été censurée sous prétexte qu'elle était trop, politique.

Pour revenir à la gauche et à la démocratie : le progressisme adore la formule de Voltaire : « Monsieur, je ne suis pas d'accord avec vos idées, mais je me battrai pour que vous puissiez les exprimer ». Un seul problème : on n'a jamais vu les progressistes se battre pour que les réacs puissent s'exprimer. Tout comme on n'a jamais vu Voltaire se battre pour défendre les curés ou les fanatiques. La gauche est comme tout le monde : elle est hypocrite. Quand la liberté d'expression va dans son sens, elle défend la liberté d'expression. Quand elle ne va pas dans son sens, elle s'indigne en réclamant interdiction et censure.

Au Canada, le gouvernement Trudeau est tellement politiquement correct et genre « théorie du genre », qu'il est interdit de rappeler qu'un enfant se fait par un homme et une femme, propos jugé homophobe et discriminant, comme il est interdit

de parler d'homme et de femme ou bien encore de monsieur et de madame, expressions jugée trop « genrées ». Résultat : pour ne « genrer » personne et ne pas avoir d'ennuis, on ne dit plus : « Mesdames, messieurs bonjour », mais : « Bonjour tout le monde ». Ce qui en anglais donne « Hello evrybody ».

Nos chers progressistes en sont là. Avec les affichettes défendant la paternité et la maternité qu'ils veulent censurer, ils sont aussi totalitaires que le nouvel ordre moral qui sévit aujourd'hui de façon planétaire.

Existe-t-il une raison concernant ces agissements ? Est-ce dû à une vision manichéenne du monde ?

Régis de Castelnau : Comme je l'ai dit plus haut, ce refus compulsif de la liberté d'expression vient de la gauche. Qui a été dans le passé de tous les grands combats pour celle-ci, mais les a aujourd'hui abandonnés et milite pour l'instauration d'une censure. Il y a mon avis plusieurs raisons à ce changement radical.

• Tout d'abord armée de son gauchisme culturel la petite bourgeoisie de gauche, organisée politiquement auparavant au sein du PS, a rallié le néolibéralisme dont elle est devenue le principal outil pour l'imposer au peuple français qui n'en veut pas. Le courant qui entoure Emmanuel Macron est massivement composé d'anciens socialistes. Il y a là une approche fonctionnelle, la démocratie représentative respectueuse des libertés étant un obstacle à la mise en œuvre de ce programme. N'oublions pas que le pouvoir d'Emmanuel Macron est minoritaire (16 % des inscrits au premier tour de la présidentielle et 11 % des inscrits aux européennes) et que par conséquent il a besoin de restreindre les libertés publiques pour pérenniser son pouvoir et mettre en œuvre son programme.

• Ensuite, il y a ce sentiment d'être le camp du bien, c'est-à-dire de faire partie d'une catégorie de la population qui a mieux compris le monde que les masses incultes. Et que ce statut lui donne des droits et des privilèges. Le niveau de corruption des couches supérieures de ce bloc est de ce point de vue assez sidérant. Il est corrélé à un sentiment d'impunité de même nature que cette passion pour la censure : nous sommes au-dessus du vulgaire, donc nous avons tous les droits et en particulier celui de faire taire ceux qui ne pensent pas comme nous. Je ne dirais pas qu'il s'agit d'une vision manichéenne, mais plutôt d'une conviction que la règle commune ne s'applique pas à eux.

• Le pire est quand même l'espèce d'ingénuité et la bonne conscience avec laquelle ils adoptent ces comportements. Lorsque vous venez dire par exemple à Monsieur Gaspard Ganzer condisciple d'Emmanuel Macron à l'ENA et soutien acharné de la censure exercée à l'encontre des affiches d'Alliance Vita, qu'il est un ennemi de la liberté d'expression, il est stupéfait. « Je suis de gauche, comment osez-vous ? ». J'ai une petite anecdote relative à la France insoumise. J'ai participé à la réalisation du documentaire sur le law fare dont a été victime ce parti avec les perquisitions à grand spectacle qui avaient mis Jean-Luc Mélenchon en colère. La manipulation politique du Parquet National Financier était une évidence, et d'ailleurs ce documentaire exposait en détail les mécanismes dont Mélenchon et ses amis avaient été les victimes. Cela n'empêcha pas quelques jours plus tard quatre parlementaires du groupe LFI à l'assemblée de saisir le parquet de Paris d'un « signalement » à l'encontre d'Alain Finkielkraut pour sa sortie « second degré » sur un plateau de télévision face à Caroline de Haas. Ce courrier était un modèle de flagornerie obséquieuse pour ceux qui justement étaient à l'origine des manipulations politiques dont avait été victime Mélenchon. Nos quatre vaillants délateurs, appelant à la censure et à la condamnation de l'académicien, n'y ont vu évidemment aucune contradiction.

Bertrand Vergely : La Révolution Française qui a proclamé les Droits de l'homme a été la première à les bafouer en décrétant la Terreur et en massacrant les Vendéens. Depuis, tous les régimes révolutionnaires qui s'en sont inspirées ont été des dictatures. Il importe de se poser la question : comment des mouvements politiques animés par les idées du Bien, de l'homme et de la justice peuvent-ils donner naissance à de telles contradictions. ?

Il est évident que les idées du Bien, de la justice et de l'homme sont directement responsables de cette ahurissante contradiction. Quand on poursuit de tels idéaux, on est tellement persuadé d'être bon que pour parvenir au Bien on n'hésite pas à déculpabiliser le mal, à le pratiquer et à ne plus le voir une fois qu'on l'a fait. C'est ainsi : l'idéalisme du bien conduit au cynisme du mal. Il faut ajouter toutefois un deuxième élément.

Si le Bien est responsable de nos aveuglements, le politique l'est également. Pour vraiment changer l'homme et faire évoluer les mentalités, il faut changer le cœur de l'homme. `pur changer le cœur de l'homme, il n'y a qu'un moyen : rentrer dans un monastère, prier jeûner, méditer. Dans les grandes civilisations spirituelles comme le bouddhisme, c'est ainsi que l'on change l'homme et qu'on le change vraiment. Depuis le XVIème siècle, en Europe, tout ce qui s'est fait s'est fait contre le monachisme, la vie monastique, la vie mystique et le changement intérieur. Pour changer l'homme, il a été décidé de passer par l'extérieur à travers l'économie, la politique et la culture parce que l'on a cru au confort, au pouvoir et au conditionnement des esprits par l'éducation pour y parvenir. Résultat : on assiste à ce à quoi nous assistons. Quand on veut changer le cœur des hommes sans passer par le cœur des hommes, comme c'est impossible, la seule façon d'y parvenir reste de passer en force. Ce que l'on fait. Témoin la gauche qui rêve encore de pouvoir changer le cœur de l'homme grâce au pouvoir politique et au

conditionnement culturel.

Ce genre d’incidents ne sert-il pas à msquer les problèmes réels qui se posent ?

Régis de Castelnau : Je ne crois pas, qu’il s’agisse de diversion.

Ce sont des questions essentielles et la multiplication de ces atteintes aux libertés publiques fondamentales fait partie d’un système politique. Celui mis en place par Emmanuel Macron ne peut pas supporter une réelle liberté d’expression. Alors on laisse s’installer, voir on organise une culture de la censure. Ce sont toutes ces polémiques successives, toutes ces campagnes, toutes ces lois, toutes ces décisions judiciaires qui finissent par installer un climat de censure acceptable. Les grands médias sont entre les mains des grands groupes économiques, le service public radiotélévisé est aux ordres, aujourd’hui le véritable contre-pouvoir provient du numérique et des réseaux. Cela explique pourquoi ces lieux d’expression et de débat font l’objet de ces attaques récurrentes.

Il est essentiel de tenir bon et de défendre la liberté, notre d’expression, contre toutes ces tentatives qui la mettent en danger. Même si l’on n’est pas d’accord avec eux, l’épisode des affiches d’Alliance Vita nécessite d’être ferme et de défendre les principes.

Bertrand Vergely : À Delphes, en Grèce, en 2018, a eu lieu un colloque sur l’avenir de l’homme. À cette occasion un intervenant américain a eu cette formule : « La théorie du genre sera la révolution qui entraînera toutes les autres ». Depuis Don Juan, le progressisme occidental rêve d’une révolution qui se ferait par la sexualité. Liberté. Égalité. Fraternité ! On est libertin. On a une sexualité totalement décomplexée. Résultat : magiquement, on devient tous frère et

tous égaux. De la liberté sexuelle on passe à la fraternité et de la fraternité à l'égalité. Plus besoin de religion pour changer l'homme. Plus besoin de morale. Plus besoin d'effort. Plus besoin de révolution économique de type capitaliste ou marxiste ou bien encore de prise pouvoir politique afin d'imposer l'égalité. Aujourd'hui, pourquoi fait-on le mariage pour tous, la PMA et la théorie du genre ? Pour adapter le monde à la sexualité et notamment pour passer de la sexuation fondée sur le couple homme-femme à la sexualité fondée sur cinquante nuances de sexe.

Notre monde est mené par le désir de faire la révolution qui changera l'homme dans le plaisir. Ce rêve totalement démagogique qui fait plaisir à la foule, pense pouvoir libérer l'homme sans aucune expérience intérieure aucune morale, aucune vie mystique. C'est cela que l'on cherche à masquer.

Les marxistes ont toujours dit que l'on parlait de religion et de morale pour ne pas parler de politique et d'économie. On a parle d'économie et de politique pour ne jais parler d'aventure intérieure et on interdit de parler de paternité et de maternité pour les mêmes raisons.

https://www.atlantico.fr/decryptage/3585647/affiches-censurees-dans-le-metro—ces-belles-ames-qui-pensent-que-la-democratie-consiste-a-nier-les-conflits-quand-l-enjeu-est-de-tenter-de-les-resoudre-alliance-vita-pere-bertrand-vergely-regis-de-castelnau

Complément :
Comme relevé par un commentaire (Agate), l'agence VITA a obtenu en référé le ré-affichage de sa campagne.
https://www.bvoltaire.fr/affaire-alliance-vita-la-double-peine-danne-hidalgo-et-des-regies/